

Québec français



L'avenir, c'est pour plus tard

Gilles Perron

Numéro 164, hiver 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/65884ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (imprimé)

1923-5119 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Perron, G. (2012). L'avenir, c'est pour plus tard. *Québec français*, (164), 23–23.

L'avenir, c'est pour plus tard

PAR GILLES PERRON*



Par un beau jour de février, François Legault et Charles Sirois ont soudainement pris conscience de la grande noirceur obscurcissant le Québec. Enlevant les verres fumés qui jusque-là protégeaient leurs yeux fragiles, que n'ont-ils été étonnés de voir... qu'ils n'y voyaient toujours pas. Sans barguigner, entamant un pas de deux avant d'écrire à quatre mains leur illumination, ils se sont coalisés à la douzaine. Comme on n'a encore rien trouvé de mieux qu'un mouvement pour bouger, ils n'ont pas tergiversé : la Coalition pour l'avenir du Québec était née. Sans prétention, sauf celle de savoir mieux que les autres ce qui est bon pour eux, le mouvement visait à faire réfléchir la population et les partis traditionnels, à provoquer des débats d'idées sur les grandes découvertes de la coalition. L'objectif : que les partis existants reprennent à leur compte les idées originales et jamais entendues de la CAQ, telles qu'abolir les commissions scolaires et améliorer le système de santé. Et si jamais le gouvernement et l'opposition n'étaient pas irradiés par la lumière dont enfin quelqu'un de sensé daignait les éclairer, il faudrait tout de même se résoudre à créer un parti et, malgré soi et malgré tout, à prendre le pouvoir. Bon, disait alors Legault, s'il le faut vraiment, on fera un mandat, on tiendra toutes nos promesses et puis bonsoir ! Et pendant des mois, chaque soir avant de nous coucher – quel suspense intenable ! – on l'entendra à la télé : la décision de transformer la coalition en parti politique n'est pas encore prise. On verra.

Et nous l'avons cru. Et nous le croyons encore. Après tout, un homme qui dénonce le cynisme en politique ne saurait mentir. Ainsi, après quelques mois à tenter en vain

de convaincre les autres de faire le travail à sa place, François Legault se résigne avec tristesse à sauter le pas, et à franchir le Rubicon : la coalition sera un parti politique et Legault, à son corps défendant, en sera le chef. Il gouvernera, puisqu'il le faut. Quiconque serait tenté de voir un lien entre la création du parti et les sondages qui désignent Legault comme premier ministre du Québec aurait l'esprit bien mal tourné. De même, honni soit qui ose penser qu'entre février et novembre 2011, nous avons assisté à une belle stratégie de communication pour positionner le chef caquiste exactement là où il voulait être. Foin du cynisme, et rappelons-nous que l'avenir est au milieu du nom du parti. Et comme l'avenir, c'est pour plus tard, on verra.

Le 14 novembre, le tandem Legault-Sirois annonce donc enfin, à la surprise générale, la transformation du mouvement en parti. Ému, le chef autoproclamé se revoit tel qu'il y a 24 ans, assistant au premier vol d'Air Transat. Voilà la CAQ prête à prendre son envol. Charles Sirois, copilote déjà très effacé, retourne s'asseoir dans le siège du passager et on passe maintenant aux choses sérieuses : on absorbe l'ADQ, on explique aux députés libéraux et péquistes qu'il y a aussi de la place pour eux, qu'il y a à boire et à manger pour tout le monde chez les coalisés, et on s'installe au pouvoir. Pour un seul mandat ? Ce sera peut-être finalement un peu plus, l'avenir étant, par définition, généralement assez long. On verra.

Chez les caqueteurs, on se préoccupe de la santé et de l'éducation, cette dernière étant LA priorité, et c'est tant mieux, puisque personne ne s'y est intéressé avant eux. Sur le site multicolore de la Coalition, un slogan clair : « Le Québec peut

et doit faire mieux ». François Legault est l'homme tout désigné pour faire ce mieux, lui qui a déjà assumé la responsabilité de ces deux ministères majeurs. Bon, s'il faut faire mieux aujourd'hui, serait-ce qu'il n'a pas trouvé le moyen d'y arriver alors qu'il en avait le pouvoir ? Mais il faut avoir confiance : sans doute qu'il sait maintenant ce qu'il ne faut pas faire ? Peut-être aura-t-il enfin compris que la réussite en éducation ne se mesure pas en indices boursiers, lui qui avait initié les plans de réussite des établissements d'enseignement en s'inspirant de son assemblée d'actionnaires ? Une bonne nouvelle : il veut mieux payer les enseignants du primaire et du secondaire. Mais seulement les plus performants, c'est-à-dire ceux dont les étudiants réussissent le mieux ? Autre bonne nouvelle : il veut rehausser le financement des universités. Il s'abreuvera à deux sources de financement auxquelles personne n'a encore pensé : la hausse des frais de scolarité et l'argent de l'État. C'est donc réglé une fois pour toutes ? Qui vivra verra.

Et les cégeps ? Quoi, les cégeps ? Ça existe encore, des cégeps ? Comme l'affirmait le chef-caqueteur dans son enthousiasme abolitionniste, chacun sait que « c'est une maudite belle place pour apprendre à fumer de la drogue et puis à décrocher ». Après cette belle analyse en profondeur du réseau collégial, il a toutefois confirmé qu'il ne touchera pas aux cégeps, même s'il estime encore qu'il faudrait s'en débarrasser : trop compliqué, et puis on ne peut réaliser tous ses fantasmes, « il faut faire des choix ». Je suis bien d'accord avec lui sur ce dernier point : il faut faire des choix. Verrat ! ■

* Cégep Limoilou